

## Bijlage 2

Bijlage XIV. — Lijst van de diensten en instellingen die ertoe gemachtigd zijn om wetenschappelijke personeelsleden tewerk te stellen

- 1° het « Institut scientifique de service public » (Openbaar Wetenschappelijk Instituut);
  - 2° « Conseil wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique » (Waalse Raad voor Evaluatie, Toekomstwetenschap en Statistiek);
  - 3° Waals Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek;
  - 4° Departement Technische Expertise van het operationele Directoraat-generaal Wegen en Gebouwen;
  - 5° Departement Onderzoek en Beleidsondersteuning van het operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen.
- Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

---

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

F. 2009 — 1441

[C - 2009/27083]

**27 MARS 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 février 2007, du 13 septembre 2007 et du 29 novembre 2007;

Vu les avis de l'Inspection des Finances, donnés les 24 avril et 24 septembre 2008;

Vu les accords du Ministre du Budget, donnés le 30 avril et 2 octobre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 11 décembre 2008;

Vu le protocole n° 523 du Comité de secteur n° XVI, établi le 9 décembre 2008;

Vu l'avis n° 45.712/2 du Conseil d'Etat, donné le 28 janvier 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé du chapitre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel est remplacé par l'intitulé suivant : « CHAPITRE II. — *Des catégories d'engagement* ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1<sup>er</sup>, les points 1° à 4° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;

2° de remplacer des agents en cas d'absence totale ou partielle, qu'ils soient ou non en activité de service;

3° d'accomplir des tâches auxiliaires telles que définies par le présent article;

4° d'accomplir des tâches spécifiques telles que définies par le présent article;

5° de pourvoir à l'exécution de tâches exigeant des connaissances particulières ou une expérience large de haut niveau, toutes les deux pertinentes pour les tâches à exécuter. »;

2° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Par tâches spécifiques, il y a lieu d'entendre :

1° les activités liées au développement des outils de l'information et de la communication;

2° les tâches de police domaniale;

3° les activités de gardiennage;

4° les tâches d'interprétariat;

5° le métier de photographe ou de caméraman;

6° le métier d'archéologue;

7° le métier de conducteur de poids lourds et engins de chantier;

8° les tâches liées à l'inventaire de la faune et de la flore.

Ces tâches correspondent à des fonctions du niveau A, B ou C.

Les engagements conclus aux fins d'exécuter ces tâches le sont soit pour une durée déterminée ou un travail nettement défini, soit pour une durée indéterminée. »;

3° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Les tâches définies au § 1<sup>er</sup>, 5°, sont confiées à des experts. Elles correspondent, s'agissant des tâches nécessitant des connaissances particulières, à des fonctions attribuées aux niveaux A ou B et, s'agissant des tâches nécessitant une expérience large de haut niveau, à des fonctions attribuées au niveau A.

Les engagements conclus aux fins d'exécuter ces tâches le sont soit pour une durée déterminée ou un travail nettement défini, soit pour une durée indéterminée. »

**Art. 3.** A l'article 3 du même arrêté, les mots "LI.TII.8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2°" sont remplacés par les mots "11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2°".

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré un article *3bis* rédigé comme suit :

« Art. *3bis*. Afin d'atteindre le pourcentage visé à l'article 81, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, il peut être recouru à l'engagement de personnes handicapées dans les conditions prévues à l'article 2 du présent arrêté. »

**Art. 5.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les personnes à engager par contrat de travail doivent tout au long de l'exécution du contrat satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 2° jouir des droits civils et politiques;
- 3° satisfaire aux lois sur la milice;
- 4° justifier de la possession de l'aptitude physique exigée pour la fonction à exercer;
- 5° être porteur d'un diplôme ou d'un certificat d'étude en rapport avec le niveau de l'emploi à conférer.

§ 2. Pour les niveaux A, B et C, les critères de sélection sont :

- 1° le diplôme et la formation en rapport avec l'emploi à attribuer;
- 2° les aptitudes;
- 3° les compétences;
- 4° la motivation pour occuper l'emploi.

Pour le niveau D, les critères de sélection sont :

- 1° la motivation pour occuper l'emploi;
- 2° les aptitudes;
- 3° les compétences;
- 4° le cas échéant, la qualification.

§ 3 Au sens du présent arrêté, on entend par "aptitude" une disposition relativement stable, mentale ou physique, caractérisant un individu. L'aptitude relève du domaine des potentialités : si elle est requise pour accomplir une tâche déterminée, elle peut toutefois demeurer latente aussi longtemps que l'exercice de certaines activités ne révèle pas son existence. Les aptitudes sont mesurées par l'intermédiaire de tests ou d'épreuves standardisées à caractère psychométrique. »

**Art. 6.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. § 1<sup>er</sup>. Pour les engagements visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 1°, 2° et 3°, un appel à candidature peut être lancé par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester.

Le Ministre fonctionnel procède à une première sélection des candidats pour les postes à pourvoir sur la base :

1° de la définition du poste à pourvoir, laquelle comprend au minimum :

- a) la référence au métier;
  - b) la description des tâches;
  - c) la position dans l'organigramme;
- 2° du profil du candidat recherché, lequel précise :
- a) le diplôme et la formation;
  - b) les aptitudes et les compétences.

Les candidats font l'objet d'une audition par le responsable hiérarchique du service fonctionnel où la personne sera appelée à travailler. La direction générale concernée transmet le rapport d'audition au ministre fonctionnel, au Ministre de la Fonction publique et à la direction générale transversale du Personnel et des Affaires générales.

Pour chaque candidat, outre la définition du poste à pourvoir et le profil requis, le rapport d'audition spécifie au minimum les éléments suivants :

- a) identification du candidat;
- b) motivation pour occuper la fonction;
- c) expérience professionnelle;
- d) date à laquelle le candidat sera disponible pour occuper la fonction;
- e) adéquation au profil demandé;
- f) classement d'un candidat dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition relatifs à l'engagement du personnel engagé en l'attente du recrutement d'un agent statutaire ou à l'engagement du personnel visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le Ministre fonctionnel effectue son choix au sein de la catégorie des personnes qui conviennent pour la fonction et donne les instructions nécessaires à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales afin qu'elle procède à l'engagement dans les cinq jours de la réception l'instruction.

Dans les quinze jours de la réception des rapports d'audition relatifs à l'engagement du personnel engagé en vue de répondre à des besoins exceptionnels et temporaires et à l'engagement du personnel chargé d'accomplir des tâches auxiliaires, le Ministre fonctionnel communique au Ministre de la Fonction publique son choix qu'il effectue au sein de la catégorie des personnes qui conviennent pour la fonction.

Dans les quinze jours de la réception du choix du Ministre fonctionnel, le Ministre de la Fonction publique donne les instructions nécessaires à la Direction générale transversale Personnel et Affaires générales afin qu'elle procède à l'engagement dans les cinq jours de la réception l'instruction.

En cas d'absence de choix de la part du Ministre fonctionnel dans le délai imparti, le Ministre de la Fonction publique opère lui-même son choix.

§ 2. Tout engagement d'un membre du personnel contractuel chargé d'accomplir des tâches spécifiques et d'expert nécessite :

1<sup>o</sup> la publication d'un appel aux candidats par tout vecteur de communication permettant à toute personne intéressée de se manifester;

2<sup>o</sup> une description de fonction et un profil de compétence contenant la mention des compétences, de l'expérience et des aptitudes requises;

3<sup>o</sup> l'instauration d'une commission de sélection présentant les garanties d'impartialité ou d'objectivité requises;

4<sup>o</sup> une décision motivée en la forme, visant l'admissibilité des candidats et leur sélection.

Pour autant qu'un délai de dix jours sépare la date de publication de celle du dépôt des candidatures, celle-ci sont déposées dans les vingt-cinq jours de la décision par laquelle le Gouvernement autorise l'engagement, adopte la description de fonction, le profil de compétences et la composition de la commission de sélection.

La commission de sélection est composée pour un tiers de membres présentant une compétence incontestable dans le domaine considéré et choisis en dehors de l'Administration.

Pour ce qui concerne le Service public de Wallonie, la commission comprend au moins un représentant du Ministre de la Fonction publique et du Ministre fonctionnel. Pour ce qui concerne les organismes, la commission comprend au moins un représentant du Ministre fonctionnel.

Les épreuves de sélection adaptées à la fonction à pourvoir sont organisées par la commission de sélection dans les vingt jours à dater du délai prévu pour le dépôt des candidatures. Ce délai peut être prorogé par la commission en fonction du nombre de candidats.

La commission est chargée de classer les candidats dans une des deux catégories suivantes : convient pour la fonction ou ne convient pas pour la fonction. Elle rend au Gouvernement un avis motivé sur l'admissibilité des candidats par rapport à la description de fonction, au profil des compétences, à l'expérience, aux aptitudes et à la motivation de ceux-ci. »

**Art. 7.** A l'article 6 du même arrêté, les mots "LI.TI.2 et 3" sont remplacés par les mots "2 et 3" et les mots "LI.TVII.1<sup>er</sup> et 2" sont remplacés par les mots "139 et 140".

**Art. 8.** L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. Les dispositions du chapitre II du titre V du Livre I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visés par le présent arrêté.

Les dispositions du chapitre III du titre VI du Livre I<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, engagés à durée indéterminée. »

**Art. 9.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les membres du personnel contractuel bénéficient d'une rémunération identique au traitement et aux augmentations intercalaires liées au grade de recrutement du niveau correspondant au diplôme requis.

Les membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, engagés à durée indéterminée, bénéficient, dans les mêmes conditions que les agents statutaires, des promotions visées aux articles 49, § 1<sup>er</sup>, et § 2, 56, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et, en ce qui concerne le niveau A, 56, § 2.

Dans le niveau A, le Gouvernement peut octroyer aux membres du personnel contractuel le bénéfice d'une rémunération liée au grade de premier attaché, de conseiller et, moyennant circonstances particulières dûment motivées, de directeur et d'inspecteur général.

Dans le niveau B, le Gouvernement peut, s'agissant des cas prévus à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, et moyennant circonstances particulières dûment motivées, octroyer aux membres du personnel contractuel le bénéfice d'une rémunération liée au grade de premier gradué et de gradué principal. »

**Art. 10.** A l'article 9, alinéa 2, du même arrêté, les mots "LI.TXV.CIII.2" sont remplacés par le nombre "251".

**Art. 11.** L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Sont admissibles pour l'octroi des augmentations intercalaires les périodes de suspension du contrat rémunérées par la Région.

En outre, les périodes de suspension non rémunérées suivantes sont également prises en considération :

1<sup>o</sup> les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;

2<sup>o</sup> les périodes de congé ou d'interruption du travail visées aux articles 39, 42 à 43bis de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

3<sup>o</sup> les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;

4° les périodes de suspension pour congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° les jours de congé exceptionnels pour cas de force majeure accordés en application de l'article 379 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

6° les périodes de suspension pour congé parental visé à l'article 400bis de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

7° les périodes de suspension accordées pour congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

8° les périodes de suspension pour congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

9° les périodes de suspension pour congé pour prestations réduites pour raisons sociales ou familiales visé aux articles 454 et 455 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

10° les périodes de suspension lorsque le membre du personnel contractuel a opté pour le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé aux articles 462 à 468 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

11° les périodes de suspension pour congé politique visé aux articles 474 à 482 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

12° les périodes de suspension pour congé pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées visé à l'article 483 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

13° les périodes de suspension pour congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale, d'une cellule de la politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein du cabinet d'un mandataire local, visé aux articles 485 à 490 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

14° les périodes de suspension pour congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

**Art. 12.** Le chapitre VII du même arrêté est remplacé par le chapitre suivant :

*« CHAPITRE VII. — De l'évaluation »*

Art. 12. Les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne relatives à l'évaluation, à l'exception des articles 152 et 186, 1°, e), sont applicables aux membres du personnel contractuel visés à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 3°, 4° et 5°, engagés pour une durée indéterminée. »

**Art. 13.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre *VIIIbis* rédigé comme suit :

*« CHAPITRE VIIIbis. — Des congés et autres absences »*

Art. 12bis. Les dispositions du Livre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel en ce qui concerne :

1° le congé annuel de vacances visé aux articles 371 à 373;

2° les jours fériés visés à l'article 375;

3° le congé de circonstances visé à l'article 376;

4° le congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377, uniquement pour les membres du personnel contractuel engagés en vue d'accomplir des tâches auxiliaires;

5° le congé exceptionnel pour cas de force majeure visé à l'article 379;

6° le congé à but philanthropique visé aux articles 380 à 383;

7° les pauses d'allaitement visées aux articles 384 à 386;

8° la protection de la maternité visée aux articles 392 à 395;

9° le congé de paternité visé à l'article 397;

10° le congé d'accueil en vue de l'adoption visé aux articles 398 et 399;

11° le congé parental sous forme d'interruption de la carrière professionnelle visé à l'article 400;

12° le congé parental visé à l'article 400bis;

13° le congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404;

14° la dispense de service pour examen de médecine préventive visée à l'article 419;

15° le congé pour mission dans le cadre de missions exercées en qualité d'expert national en vertu de la décision du 7 janvier 1998 de la Commission des Communautés européennes, ainsi qu'aux missions exercées dans le cadre du programme européen "Institution building" institué par le Règlement n° 622/98 du conseil des Communautés européennes relatif à l'assistance en faveur des Etats des candidats, visé à l'article 437, alinéa 2;

16° la mise à disposition visée à l'article 445;

17° le congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453;

18° les congés pour prestations réduites justifiés par des raisons sociales ou familiales visés aux articles 454 et 455, sauf pour les membres du personnel contractuel engagés dans le cadre d'un contrat de travail de remplacement ou dans le cadre de plusieurs contrats de travail de remplacement successifs;

19° la semaine volontaire de quatre jours visée aux articles 462 à 468;

20° le congé politique visé aux articles 474 à 482;

21° le congé pour présenter sa candidature aux élections de certaines assemblées visés à l'article 483;

22° le congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel ou d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale de la politique ou d'une cellule de politique générale des membres du Gouvernement fédéral visé aux articles 485 à 490;

23° le congé pour exercer une activité auprès d'un groupe politique reconnu d'une assemblée législative fédérale, communautaire ou régionale ou auprès d'un président d'un de ces groupes visés aux articles 491 à 496;

24° le congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499.

Art. 12<sup>ter</sup>. Les modalités prévues aux articles 370<sup>bis</sup> et 370<sup>ter</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne sont applicables aux membres du personnel contractuel.

Art. 12<sup>quater</sup>. Les prestations de travail du membre du personnel contractuel sont assimilées à des périodes d'activité de service.

Sont également assimilées à des périodes d'activité de service, les périodes de suspension du contrat de travail pour lesquelles le travailleur a droit à sa rémunération ainsi que les périodes suivantes pour lesquelles il n'a pas droit à sa rémunération :

1° les périodes de suspension pour cause de maladie ou d'infirmité ainsi que pour cause d'accident du travail ou de maladie professionnelle;

2° les périodes de congé ou d'interruption de travail visées aux articles 39, 42 à 43<sup>bis</sup> de la loi du 16 mars 1971 sur le travail;

3° les périodes d'absence pour participation à une cessation concertée du travail;

4° les périodes de suspension pour congé pour accomplir un stage ou une période d'essai visé à l'article 377 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

5° les jours de congé exceptionnels pour cas de force majeure accordés en application de l'article 379 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

6° les périodes de suspension pour congé parental visé à l'article 400<sup>bis</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

7° les périodes de suspension accordées pour congé pour motif impérieux d'ordre familial visé aux articles 401 à 404 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

8° les périodes de suspension pour congé pour interruption de la carrière professionnelle visé aux articles 446 à 453 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

9° les périodes de suspension pour congé pour prestations réduites pour raisons sociales ou familiales visé aux articles 454 et 455 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

10° les périodes de suspension lorsque le membre du personnel contractuel a opté pour le régime de la semaine volontaire de quatre jours visé aux articles 462 à 468 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

11° les périodes de suspension pour congé politique visé aux articles 474 à 482 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

12° les périodes de suspension pour congé pour présenter sa candidature aux élections à certaines assemblées visé à l'article 483 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

13° les périodes de suspension pour congé pour l'exercice d'une fonction au sein d'un cabinet ministériel, d'un secrétariat, de la cellule de coordination générale, d'une cellule de la politique générale des membres du Gouvernement fédéral ou au sein du cabinet d'un mandataire local, visé aux articles 485 à 490 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

14° les périodes de suspension pour congé pour mise à la disposition du Roi ou d'un Prince ou d'une Princesse de Belgique visé aux articles 497 à 499 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne. »

Art. 14. L'article 16, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté est abrogé.

Art. 15. Les membres du personnel contractuel en place au 1<sup>er</sup> janvier 2004 engagés à durée indéterminée bénéficient, à l'exclusion du personnel contractuel engagé en remplacement d'agents absents ou dans l'attente d'un recrutement statutaire, des dispositions prévues aux articles 7, alinéa 2, et 8, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel.

Art. 16. Par dérogation aux articles 13, alinéa 2, et 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, le membre du personnel contractuel déjà engagé à durée indéterminée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est recruté s'il satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions générales d'admissibilité visées à l'article 19, 1° à 5°, et 8°, de l'arrêté précité;

2° être lauréat d'un concours de recrutement organisé par le SELOR pour la Région wallonne et les organismes d'intérêt public qui en dépendent et clôturé avant le 31 décembre 2009;

3° être en ordre utile pour être recruté sur le poste qu'il occupe ou sur un autre poste de même niveau et de même métier déclaré vacant et inoccupé au sein du même cadre.

La présente disposition n'est pas applicable aux lauréats des concours dont l'appel aux candidats a été lancé après le 31 décembre 2010.

Art. 17. Les membres du personnel scientifique contractuel à qui est attribuée une échelle de traitements A5S, conservent le bénéfice de cette échelle au moment de leur recrutement.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2009.

Art. 19. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mars 2009.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1441

[C — 2009/27083]

**27. MÄRZ 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 ersetzten Artikels 87 § 3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, vom 13. September 2007 und vom 29. November 2007;

Aufgrund der am 24. April und 24. September 2008 abgegebenen Gutachten der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 30. April und am 2. Oktober 2008 gegebenen Einverständnisse des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Dezember 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 9. Dezember 2008 aufgestellten Protokolls Nr. 523 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 28. Januar 2009 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 45.712/2 des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Überschrift von Kapitel II des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, wird durch folgende Überschrift ersetzt: «KAPITEL II. — *Die Anstellungskategorien.*»

**Art. 2** - In Artikel 2 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in § 1 werden die Punkte 1° bis 4° durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«1° einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, ob es sich um die Durchführung von zeitlich begrenzten Aktionen oder um einen außerordentlich erhöhten Arbeitsanfall handelt;

2° Bedienstete bei einer gesamten oder teilweisen Abwesenheit zu ersetzen, ob sie sich im aktiven Dienst befinden oder nicht;

3° Hilfsaufgaben durchführen, die im Rahmen des vorliegenden Artikels definiert werden;

4° spezifische Aufgaben durchführen, die im Rahmen des vorliegenden Artikels definiert werden;

5° Aufgaben ausführen, die besondere Kenntnisse oder eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung, die beide für die betreffenden auszuführenden Aufgaben relevant sind, voraussetzen.»;

2° § 3 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 3 - Unter spezifischen Aufgaben versteht man:

1° die mit der Entwicklung der Informations- und Kommunikationsinstrumente verbundenen Aktivitäten;

2° die Aufgaben der Domänenpolizei;

3° die Wachaufgaben;

4° die Dolmetscheraufgaben;

5° der Beruf des Photographen oder Kameramanns;

6° der Beruf des Archäologen;

7° der Beruf des Fahrers von Nutzfahrzeugen und Baumaschinen;

8° die mit dem Inventar der Fauna und der Flora verbundenen Aufgaben.

Diese Aufgaben entsprechen Ämtern der Stufe A, B oder C.

Die Anstellungen zwecks der Durchführung dieser Aufgaben werden entweder auf bestimmte Zeit oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit, oder aber auf unbestimmte Zeit vorgenommen.»;

3° § 4 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 4 - Die in § 1 5° bestimmten Aufgaben werden Sachverständigen anvertraut. Dort, wo es sich um Aufgaben handelt, die besondere Kenntnisse erfordern, entsprechen sie Ämtern, die in den Stufen A oder B zugewiesen werden; dort, wo es sich um Aufgaben handelt, die eine breitgefächerte hochwertige Erfahrung erfordern, entsprechend sie Ämtern, die in der Stufe A zugewiesen werden.

Die Anstellungen zwecks der Durchführung dieser Aufgaben werden entweder auf bestimmte Zeit oder für eine deutlich bestimmte Tätigkeit, oder aber auf unbestimmte Zeit vorgenommen.»

**Art. 3** - In Artikel 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "LI.TII.8 § 1 Absatz 2" durch den Wortlaut "11 § 1 Absatz 2" ersetzt.

**Art. 4** - In denselben Erlass wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *3bis* - Um den in Artikel 81 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes erwähnten Prozentsatz zu erreichen, können behinderte Personen unter den in Artikel 2 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Bedingungen eingestellt werden.»

**Art. 5** - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - § 1 - Die im Rahmen eines Arbeitsvertrags einzustellenden Personen müssen während der gesamten Dauer der Vertragsdurchführung den folgenden Bedingungen genügen:

1° einer den Anforderungen des Amtes entsprechenden Führung sein;

- 2° im Besitz der zivilen und politischen Rechte sein;
- 3° den Milizgesetzen genügen;
- 4° den Besitz der erforderlichen körperlichen Eignung für das auszuübende Amt nachweisen;
- 5° Inhaber eines Diploms oder Studienzeugnisses sein, das der Stufe der zu besetzenden Stelle entspricht;

§ 2 - Für die Stufen A, B und C gelten die folgenden Auswahlkriterien:

- 1° das Diplom und die Ausbildung in Zusammenhang mit der zu besetzenden Stelle;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die Kompetenzen;
- 4° die Motivation, um die Stelle zu besetzen.

Für die Stufe D gelten die folgenden Auswahlkriterien:

- 1° die Motivation, um die Stelle zu besetzen;
- 2° die Fähigkeiten;
- 3° die Kompetenzen;
- 4° und gegebenenfalls die Qualifikation.

§ 3 - Im Sinne vorliegenden Erlasses versteht man unter "Fähigkeit" eine ziemlich stabile geistige oder körperliche Anlage, die einen Menschen charakterisiert. Die Fähigkeit gehört zum Bereich der Potentialitäten: sie ist für die Erfüllung einer bestimmten Aufgabe erforderlich, kann aber latent bleiben, solange sie durch die Ausübung bestimmter Tätigkeiten nicht an den Tag gebracht wird. Die Fähigkeiten werden durch standardisierte psychometrische Tests oder Prüfungen gemessen.

**Art. 6** - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - § 1 - Für die in Artikel 2 § 1 1°, 2° und 3° genannten Anstellungen kann ein Aufruf an die Bewerber erlassen werden, dies anhand aller Kommunikationsmittel, die es den Interessenten ermöglichen, sich zu melden.

Der von der Funktion her zuständige Minister trifft eine erste Auswahl für die zu besetzenden Stellen, und zwar auf der Grundlage:

- 1° der Definition der zu besetzenden Stelle, die mindestens Folgendes umfasst:
  - a) die Bezugnahme auf den Beruf;
  - b) die Beschreibung der Aufgaben;
  - c) die Stellung im Organisationsplan;
- 2° des Profils des gesuchten Bewerbers, das Folgendes angibt:
  - a) das Diplom und die Ausbildung;
  - b) die Fähigkeiten und die Kompetenzen.

Die Bewerber werden von dem hierarchischen Vorgesetzten der funktionellen Dienststelle, wo die Person arbeiten wird, angehört. Die betreffende Generaldirektion übermittelt den Anhörungsbericht dem von der Funktion her zuständigen Minister, dem Minister des öffentlichen Dienstes und der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten.

Für jeden Bewerber werden im Anhörungsbericht außer der Definition der zu besetzenden Stelle und dem erforderlichen Profil mindestens folgende Elemente angegeben:

- a) Identifikation des Bewerbers;
- b) Motivation, um die Stelle zu besetzen;
- c) berufliche Erfahrung;
- d) Datum, ab dem der Bewerber die Stelle besetzen kann;
- e) Übereinstimmung mit dem gesuchten Profil;
- f) Einstufung des Bewerbers in eine der folgenden beiden Kategorien: passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Anhörungsberichte betreffend die Anstellung des in Erwartung der Anwerbung eines statutarischen Bediensteten angestellten Personals oder betreffend die Anstellung des in Artikel 2 § 1 2° erwähnten Personals trifft der von der Funktion her zuständige Minister seine Wahl innerhalb der Kategorie der für die Funktion passenden Personen; er gibt der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten die notwendigen Anweisungen, damit sie die Anstellung innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Anweisung vornimmt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach Eingang der Anhörungsberichte betreffend die Anstellung des Personals, das angestellt wurde, um einen außergewöhnlichen und zeitweiligen Bedarf an Personal zu decken, und betreffend die Anstellung des Personals, das mit der Durchführung von Hilfsaufgaben beauftragt ist, teilt der von der Funktion her zuständige Minister dem Minister des öffentlichen Dienstes seine Wahl mit, die er innerhalb der Kategorie der für die Funktion passenden Personen vornimmt.

Innerhalb von fünfzehn Tagen nach dem Eingang der Wahl des von der Funktion her zuständigen Ministers erteilt der Minister des öffentlichen Dienstes der ressortübergreifenden Generaldirektion Personal und allgemeine Angelegenheiten die notwendigen Anweisungen, damit diese die Anstellung innerhalb von fünf Tagen nach Eingang der Anweisungen vornimmt.

Liegt innerhalb der vorgeschriebenen Frist keine Wahl seitens des von der Funktion her zuständigen Ministers vor, trifft der Minister des öffentlichen Dienstes diese Wahl selbst.

§ 2 - Jegliche Anstellung eines vertraglichen Personalmitglieds, das spezifische Aufgaben oder Sachverständigenaufgaben zu erfüllen hat, benötigt:

- 1° die Veröffentlichung eines Bewerberaufrufs mittels aller Kommunikationsmittel, die es jedem Interessenten ermöglichen, sich zu melden;

2° eine Funktionsbeschreibung und ein Kompetenzprofil, in dem die erforderlichen Kompetenzen, Fähigkeiten und Erfahrung angegeben werden;

3° die Einrichtung eines Auswahlausschusses, der alle verlangten Garantien der Unparteilichkeit und der Objektivität bietet;

4° einen förmlich begründeten Beschluss im Hinblick auf die Zulässigkeit der Kandidaten und deren Auswahl.

Soweit eine Frist von zehn Tagen das Datum der Veröffentlichung von dem der Einreichung der Bewerbungen trennt, werden diese innerhalb von fünfundzwanzig Tagen ab dem Beschluss, durch den die Regierung die Anstellung genehmigt, die Funktionsbeschreibung, das Kompetenzprofil und die Zusammensetzung des Auswahlausschusses annimmt, eingereicht.

Der Auswahlausschuss wird zu einem Drittel aus Mitgliedern gebildet, die über unbestreitbare Fachkenntnisse in dem betreffenden Bereich verfügen; diese Mitglieder werden außerhalb der Verwaltung gewählt.

Was den Öffentlichen Dienst der Wallonie betrifft, umfasst der Ausschuss mindestens einen Vertreter des Ministers des öffentlichen Dienstes und des von der Funktion her zuständigen Ministers. Was die Einrichtungen betrifft, umfasst der Ausschuss mindestens einen Vertreter des von der Funktion her zuständigen Ministers.

Die an die zu besetzende Stelle angepassten Auswahlprüfungen werden durch den Auswahlausschuss innerhalb von zwanzig Tagen ab der für die Einreichung der Bewerbungen vorgesehenen Frist organisiert. Der Ausschuss darf diese Frist aufgrund der Anzahl Bewerber verlängern.

Der Ausschuss wird damit beauftragt, die Bewerber in eine der folgenden beiden Kategorien einzustufen: passt für die Funktion oder passt nicht für die Funktion. Er gibt der Regierung ein begründetes Gutachten über die Zulässigkeit der Bewerber aufgrund der Funktionsbeschreibung, des Kompetenzprofils, der Erfahrung, der Fähigkeiten und der Motivation der Bewerber ab.»

**Art. 7** - In Artikel 6 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "LI.TI.2 und 3" durch "2 und 3" und der Wortlaut "LI.TVII.1 und 2" durch "139 und 140" ersetzt.

**Art. 8** - Artikel 7 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 7 - Die Bestimmungen von Kapitel II des Titels V des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die in dem vorliegenden Erlass genannten vertraglichen Personalmitglieder.

Die Bestimmungen von Kapitel III des Titels VI des Buches I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° angeführten, auf unbestimmte Zeit eingestellten vertraglichen Personalmitglieder.»

**Art. 9** - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - Die vertraglichen Personalmitglieder erhalten eine Entlohnung, die mit dem Gehalt und den zeitlich gestuften Erhöhungen gleich ist, die mit dem Anwerbsdienstgrad der dem erforderlichen Diplom entsprechenden Stufe verbunden sind.

Die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° angeführten, auf unbestimmte Zeit eingestellten Vertragspersonalmitglieder haben unter denselben Bedingungen wie die statutarischen Bediensteten Anspruch auf die in Art. 49 § 1 und § 2, Art. 56 § 1 Absatz 1 und, was die Stufe A betrifft, Art. 56 § 2 erwähnten Beförderungen.

In der Stufe A kann die Regierung den vertraglichen Personalmitgliedern den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit dem Dienstgrad eines ersten Attachés, eines Beraters und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände eines Direktors und eines Generalinspektors verbunden ist.

In der Stufe B kann die Regierung für die in Artikel 2 § 1 5° vorgesehenen Fälle und vorbehaltlich besonderer ordnungsgemäß begründeter Umstände den vertraglichen Personalmitgliedern den Anspruch auf eine Entlohnung gewähren, die mit dem Dienstgrad eines ersten Graduierten und eines Hauptgraduierten verbunden ist.»

**Art. 10** - In Artikel 9 Absatz 2 desselben Erlasses wird "LI.TXV.CIII.2" durch "251" ersetzt.

**Art. 11** - Artikel 10 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 10 - Für die Gewährung der zeitlich gestuften Erhöhungen gelten die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, die von der Region vergütet werden, als zulässige Dienste.

Die folgenden nicht vergüteten Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung werden ebenfalls berücksichtigt:

1° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfall oder Berufskrankheit;

2° die Zeitspannen des Urlaubs oder der Arbeitsunterbrechung im Sinne der Artikel 39, 42 bis 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit;

3° die Zeitspannen der Abwesenheit wegen Teilnahme an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;

4° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Artikel 377 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

5° die Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt, die in Anwendung von Artikel 379 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gewährt werden;

6° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Elternurlaub nach Artikel 400bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

7° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Art. 401 bis 404 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

8° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Art. 446 bis 453 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

9° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zwecks verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;



10° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, wenn sich das Vertragspersonalmitglied für die Arbeitsregelung der freiwilligen Viertageweche nach Art. 462 bis 468 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes entschieden hat;

11° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen politischen Urlaub nach Art. 474 bis 482 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

12° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Art. 483 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

13° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers nach Art. 485 bis 490 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

14° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien nach Art. 497 bis 499 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.»

**Art. 12** - Der Kapitel VII desselben Erlasses wird durch folgenden Kapitel ersetzt:

«KAPITEL VII — *Die Bewertung*

Art. 12 - Die Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes betreffend die Bewertung, mit Ausnahme der Artikel 152 und 186 1°, e) sind auf die in Artikel 2 § 1 3°, 4° und 5° genannten Mitglieder des Vertragspersonals anwendbar, die auf unbestimmte Zeit eingestellt sind.»

Art. 13 - In denselben Erlass wird ein Kapitel VIIbis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«KAPITEL VIIbis — *Urlaub und sonstige Abwesenheiten*

Art. 12bis - Die Bestimmungen von Kapitel III des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes finden Anwendung auf die vertraglichen Personalmitglieder für was das Folgende betrifft:

- 1° den Jahresurlaub nach Art. 371 bis 373;
- 2° die in Art. 375 genannten Feiertage;
- 3° die umstandsbedingten Urlaubstage nach Art. 376;
- 4° den Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Art. 377, dies nur für die Vertragspersonalmitglieder, die für die Ausführung von Hilfsarbeiten eingestellt worden ist;
- 5° Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt im Sinne von Art. 379;
- 6° Urlaubstage zu einem philanthropischen Zweck nach Art. 380 bis 383;
- 7° Stillpausen nach Art. 384 bis 386;
- 8° Urlaubstage im Rahmen des Schutzes der Mutterschaft nach Art. 392 bis 395;
- 9° den Vaterschaftsurlaub nach Art. 397;
- 10° den Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption nach Art. 398 und 399;
- 11° den Elternurlaub in der Form einer Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Art. 400;
- 12° den Elternurlaub im Sinne von Art. 400bis;
- 13° den Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Art. 401 bis 404;
- 14° die Dienstbefreiung für die ärztliche Vorsorgeuntersuchung nach Art. 419;
- 15° den Urlaub zur Ausführung eines Dienstauftrags im Rahmen der Dienstaufträge, die als einheimische Fachkraft aufgrund des Beschlusses vom 7. Januar 1998 der Kommission der Europäischen Gemeinschaften ausgeführt werden sowie der Dienstaufträge, die im Rahmen des durch die Verordnung Nr. 1998 des Rates der Europäischen Gemeinschaften über die Hilfe für die beitragswilligen Staaten eingeführten europäischen Programms "Institution Building" aufgeführt werden, nach Art. 437 Absatz 2;
- 16° die Zurverfügungstellung nach Art. 445;
- 17° den Urlaub wegen Unterbrechung der beruflichen Laufbahn nach Art. 446 bis 453;
- 18° die Urlaubstage wegen verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Art. 454 und 455, außer für die Vertragspersonalmitglieder, die im Rahmen eines Vertretungsvertrags oder im Rahmen mehrerer aufeinanderfolgender Vertretungsverträge eingestellt wurden;
- 19° die freiwillige Viertageweche nach Art. 462 bis 468;
- 20° den politischen Urlaub nach Art. 474 bis 482;
- 21° den Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Art. 483;
- 22° den Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts oder eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik oder einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung, nach Art. 485 bis 490;
- 23° den in Art. 491 bis 496 erwähnten Urlaub um eine Tätigkeit in einer durch eine föderale, gemeinschaftliche oder regionale gesetzgebende Versammlung anerkannten politischen Fraktion oder bei dem Vorsitzenden einer dieser Fraktionen auszuüben;
- 24° den in Art. 497 bis 499 erwähnten Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien.

Art. 12ter - Die in den Artikeln 370bis und 370ter des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Modalitäten sind auf die Vertragspersonalmitglieder anwendbar.

Art. 12quater - Die Arbeitsleistungen des Vertragspersonalmitglieds werden Diensttätigkeitsperioden gleichgestellt.

Die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, für die der Arbeiter Anspruch auf seine Entlohnung hat, sowie die folgenden Zeiträume, für die er keinen Anspruch auf seine Entlohnung hat, werden ebenfalls Diensttätigkeitsperioden gleichgestellt:

1° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit sowie wegen Arbeitsunfall oder Berufskrankheit;

2° die Zeitspannen des Urlaubs oder der Arbeitsunterbrechung im Sinne der Artikel 39, 42 bis 43bis des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit;

3° die Zeitspannen der Abwesenheit wegen Teilnahme an einer konzertierten Arbeitsniederlegung;

4° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Absolvierung einer Anwartschaft oder Probezeit nach Artikel 377 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

5° die Sonderurlaubstage aufgrund höherer Gewalt, die in Anwendung von Artikel 379 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes gewährt werden;

6° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für Elternurlaub nach Artikel 400bis des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

7° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub aus zwingenden familiären Gründen nach Artikel 401 bis 404 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

8° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Unterbrechung der Berufslaufbahn nach Artikel 446 bis 453 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

9° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zwecks verkürzter Leistungen aus sozialen oder familiären Gründen nach Artikel 454 und 455 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

10° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung, wenn sich das Personalmitglied für die Arbeitsregelung der freiwilligen Viertageweche nach Artikeln 462 bis 468 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes entschieden hat;

11° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen politischen Urlaub nach Artikeln 474 bis 482 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

12° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub, um bei Wahlen in gewissen Versammlungen zu kandidieren, nach Artikel 483 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

13° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub zur Ausübung eines Amtes innerhalb eines ministeriellen Kabinetts, eines Sekretariats, der Zelle zur allgemeinen Koordinierung der Politik, einer Zelle für die allgemeine Politik der Mitglieder der föderalen Regierung oder innerhalb eines Kabinetts eines lokalen Mandatsträgers nach Artikeln 485 bis 490 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

14° die Zeitspannen der Arbeitsvertragsaussetzung für einen Urlaub wegen der Zurverfügungstellung an den König, einen Prinzen oder eine Prinzessin von Belgien nach Artikeln 497 bis 499 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes.

**Art. 13** - Artikel 16 Absatz 1 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 14** - Die bereits am 1. Januar 2004 amtierenden, auf unbestimmte Zeit eingestellten Vertragspersonalmitglieder mit Ausnahme derjenigen Vertragspersonalmitglieder, die um abwesende Bedienstete zu ersetzen oder in Erwartung einer statutarischen Anwerbung eingestellt worden sind, haben Anspruch auf die in Art. 7 Absatz 2 und Art. 8 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder vorgesehenen Bestimmungen.

**Art. 15** - In Abweichung von Art. 13 Absatz 2 und Art. 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird das zum Zeitpunkt des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses bereits auf unbestimmte Zeit eingestellte Vertragspersonalmitglied angeworben, wenn es folgenden Bedingungen genügt:

1° die in Artikel 19, 1° bis 5°, und 8° des vorgenannten Erlasses festgelegten allgemeinen Zulassungsbedingungen erfüllen;

2° eine vom SELOR für die Wallonische Region und die von ihr abhängenden Einrichtungen öffentlichen Interesses veranstaltete Anwerbungsprüfung im Wettbewerbsverfahren bestanden haben, die vor dem 31. Dezember 2009 abgeschlossen wurde;

3° günstig eingestuft sein, um für den Posten, das es besetzt, oder jeden anderen innerhalb desselben Stellenplans als vakant erklärten und noch unbesetzten Posten der gleichen Stufe und des gleichen Berufs angeworben zu werden.

Vorliegende Bestimmung ist nicht auf die erfolgreichen Teilnehmer der Wettbewerbsverfahren anwendbar, deren Aufruf an die Kandidaten nach dem 31. Dezember 2010 erlassen worden ist.

**Art. 16** - Die Mitglieder des wissenschaftlichen Vertragspersonals, denen die Gehaltsstufe A5S zugewiesen wird, behalten zum Zeitpunkt ihrer Anwerbung den Anspruch auf diese Gehaltsstufe.

**Art. 17** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Mai 2009 in Kraft.

**Art. 18** - Der Minister des öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 27. März 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1441

[C — 2009/27083]

**27 MAART 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 februari 2007, 13 september 2007 en 29 november 2007;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 april en 24 september 2008;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april en 2 oktober 2008;

Gelet op de instemming van de minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 11 december 2008;

Gelet op protocol nr. 523 van Sectorcomité nr. XVI, opgesteld op 9 december 2008;

Gelet op het advies 45.712/2 van de Raad van State, gegeven op 28 januari 2009, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van hoofdstuk II van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden wordt vervangen door volgend opschrift: "HOOFDSTUK II. — *Categorieën van indienstneming*".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in § 1 worden de punten 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup> vervangen door volgende bepalingen :

« 1<sup>o</sup> in te spelen op uitzonderlijke en tijdelijke behoeften aan personeel, ofwel door de uitvoering van in de tijd beperkte acties, ofwel door een uitzonderlijke werktoename;

2<sup>o</sup> personeelsleden te vervangen in geval van totale of gedeeltelijke afwezigheid, ongeacht of ze in dienstactiviteit zijn;

3<sup>o</sup> hulptaken zoals bedoeld in dit artikel te vervullen;

4<sup>o</sup> specifieke opdrachten zoals bedoeld in dit artikel te vervullen;

5<sup>o</sup> te zorgen voor de uitvoering van opdrachten die bijzondere kennis of een brede hoogstaande expertise vereisen, die beide relevant zijn voor de uit te voeren opdrachten. »;

2<sup>o</sup> § 3 wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 3. Onder specifieke opdrachten worden verstaan :

1<sup>o</sup> de activiteiten in verband met de ontwikkeling van informatie- en communicatie-instrumenten;

2<sup>o</sup> taken inzake de domaniale ordehandhaving;

3<sup>o</sup> de bewakingsactiviteiten;

4<sup>o</sup> de tolktaken;

5<sup>o</sup> het beroep van fotograaf of cameraman;

6<sup>o</sup> het beroep van archeoloog;

7<sup>o</sup> het beroep van vrachtwagen- of werfvoertuigenbestuurder;

8<sup>o</sup> de taken in verband met de inventaris van de fauna en de flora.

Die taken stemmen overeen met de functies van niveau A, B of C.

De indienstnemingen die gesloten zijn om die taken uit te voeren, worden ofwel voor een bepaalde duur of voor een duidelijk afgebakende taak, ofwel voor een onbepaalde duur gesloten. »;

3<sup>o</sup> § 4 wordt vervangen door volgende bepaling:

« § 4. De taken omschreven in § 1, 5<sup>o</sup>, worden aan deskundigen toevertrouwd. Ze komen, wat de taken betreft die een bijzondere kennis behoeven, overeen met functies toegekend aan de niveaus A of B en, wat betreft de taken die een ruime hoogstaande ervaring behoeven, met functies toegekend aan niveau A.

De indienstnemingen die gesloten zijn om die taken uit te voeren, worden ofwel voor een bepaalde duur of voor een duidelijk afgebakende taak, ofwel voor een onbepaalde duur gesloten. »

**Art. 3.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TII.8., § 1, tweede lid" vervangen door de woorden "11, § 1, tweede lid".

**Art. 4.** In hetzelfde besluit wordt een artikel *3bis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« Art. *3bis*. Om het percentage bedoeld in artikel 81, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te bereiken, kan er een beroep gedaan worden op de indienstneming van gehandicapte personen in de voorwaarden bedoeld in artikel 2 van dit besluit. »

**Art. 5.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 4. § 1. De bij arbeidsovereenkomst in dienst te nemen personen moeten tijdens de gehele duur van de uitvoering van het contract de volgende voorwaarden vervullen :

1<sup>o</sup> een gedrag hebben dat overeenstemt met de vereisten van het ambt;

2<sup>o</sup> de burgerlijke en politieke rechten genieten;

- 3° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- 4° het bewijs leveren van de lichamelijke geschiktheid vereist om de functie uit te oefenen;
- 5° houder zijn van een diploma of een studiegetuigschrift in verhouding met het niveau van de toe te kennen betrekking.

§ 2. Voor de niveaus A, B en C zijn de selectiecriteria de volgende :

- 1° het diploma en de vorming in verband met de toe te kennen betrekking;
- 2° de bekwaamheden;
- 3° de vaardigheden;
- 4° de motivering om de betrekking te bekleden.

Voor het niveau D zijn de selectiecriteria:

- 1° de motivering om de betrekking te bekleden;
- 2° de bekwaamheden;
- 3° de vaardigheden;
- 4° in voorkomend geval, de kwalificatie.

§ 3. In de zin van dit besluit wordt onder bekwaamheid een geestelijke of lichamelijke, betrekkelijk stabiele instelling verstaan die een individu karakteriseert. De bekwaamheid valt onder de potentialiteiten: hoewel de bekwaamheid vereist is om een welbepaalde taak uit te voeren, kan ze evenwel latent blijven zolang de uitoefening van bepaalde activiteiten haar bestaan niet openbaart. De bekwaamheden worden gemeten aan de hand van test of standaardproeven van het psychometrisch type.

**Art. 6.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. § 1. Voor de indienstnemen bedoeld in artikel 2, § 1, 2° en 3°, kan er een oproep tot de kandidaten uitgeschreven worden via elk communicatiekanaal waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen.

De vakminister verricht een eerste selectie van de kandidaten voor de in te vullen betrekkingen op volgende grondslag:

1° bepaling van de functie waarin moet worden voorzien, die minstens het volgende bevat :

- a) de vermelding van het beroep;
- b) de taakomschrijving;
- c) de plaats in het organogram;

2° het profiel van de gezochte kandidaat, waarin het volgende wordt aangegeven :

- a) het diploma en de vorming;
- b) de bekwaamheden en de vaardigheden.

De kandidaten worden gehoord door de hiërarchische verantwoordelijke van de functionele dienst waar de persoon zal moeten werken. Het betrokken directoraat-generaal maakt het verslag van de hoorzitting over aan de vakminister, aan de Minister van Ambtenarenzaken en het overkoepelend directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken.

Voor elke kandidaat wordt in het verslag van de hoorzitting naast de omschrijving van de in te vullen betrekking en het vereiste profiel minstens gewag gemaakt van volgende gegevens :

- a) naam en persoonsgegevens van de kandidaat;
- b) motivatie van de kandidaat om de functie te bekleden;
- c) beroepservaring;
- d) datum waarop de persoon vrij is om de functie te bekleden;
- e) adequatie met het gevraagde profiel
- f) indeling van een kandidaat in één van beide volgende categorieën: geschikt voor de functie of niet geschikt voor de functie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de verhoorverslagen betreffende de aanwerving van het in dienst genomen personeel in afwachting van de aanwerving van een statutair personeelslid of de indienstneming van het personeel bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, maakt de vakminister zijn keuze uit de categorie personen die geschikt zijn voor de functie en geeft de nodige instructies aan het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken opdat hij zou overgaan tot de aanwerving binnen de vijf dagen na ontvangst van de instructie.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de verhoorverslagen betreffende de indienstneming van het personeel aangeworven om in uitzonderlijke en tijdelijke behoeften te voorzien en betreffende de indienstneming van het personeel belast met het vervullen van hulptaken deelt de vakminister aan de Minister van Ambtenarenzaken zijn keuze mee die hij maakt uit de categorie personen die voor de functie geschikt zijn.

Binnen de vijftien dagen na ontvangst van de keuze van de vakminister geeft de Minister van Ambtenarenzaken de nodige instructies aan het overkoepelend Directoraat-generaal Personeel en Algemene Zaken om tot de indienstneming over te gaan binnen de vijf dagen na ontvangst van de instructie.

Bij uitblijven van de keuze vanwege de vakminister binnen de toegekende termijn maakt de Minister van Ambtenarenzake zelf zijn keuze.

§ 2. Elke aanwerving van een contractueel personeelslid dat belast is met het vervullen van de specifieke en deskundigentaken behoeft:

- 1° de bekendmaking van een oproep tot de kandidaten via elk communicatiekanaal waardoor elke geïnteresseerde persoon van zich kan laten horen;
- 2° een functieomschrijving en een bevoegdheidsprofiel met vermelding van de bevoegdheden, de ervaring en de vereiste bekwaamheden;
- 3° de invoering van een selectiecommissie die de vereiste waarborgen inzake onpartijdigheid en objectiviteit bezit;

4° een vormelijk gemotiveerde beslissing met het oog op de toelaatbaarheid van de kandidaten en van hun selectie.

Voor zover er een termijn van tien dagen bestaat tussen de datum van bekendmaking en de datum van indiening van de kandidaturen worden deze kandidaturen ingediend binnen de vijftiendagen na de beslissing waarbij de Regering de aanwerving toelaat, de functieomschrijving, het profiel van de vaardigheden en de samenstelling van de selectiecommissie aanneemt.

De selectiecommissie bestaat voor een derde uit leden gekozen buiten de administratie die een onbetwistbare bevoegdheid in het betrokken domein moeten hebben.

Voor wat betreft de Waalse Overheidsdienst, bestaat de commissie minstens uit een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken en de vakminister. Voor wat de instellingen betreft, bevat de commissie minstens één vertegenwoordiger van de vakminister.

De aan de in te vullen functie aangepaste selectieproeven worden door de selectiecommissie gehouden binnen de twintig dagen te rekenen van de termijn bepaald voor de indiening van de kandidaturen. Die termijn kan verlengd worden door de commissie in functie van het aantal kandidaten.

De commissie wordt belast met de indeling van de kandidaten in één van beide volgende categorieën: geschikt voor de functie of niet geschikt voor de functie. Ze verstrekt de Regering een gemotiveerd advies over de toelaatbaarheid van de kandidaten ten opzichte van de functieomschrijving, het profiel van de vaardigheden, de ervaring, de bekwaamheden en de motivering van laatstgenoemden. »

**Art. 7.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TI.2 en 3" vervangen door de woorden "2 en 3" en de woorden "LI.TVII. 1 en 2", vervangen door de woorden "139 en 140".

**Art. 8.** Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 7. De bepalingen van hoofdstuk II van titel V van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld bij dit besluit.

De bepalingen van hoofdstuk III van titel VI van Boek I van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5° die met een bepaalde duur in dienst zijn genomen. »

**Art. 9.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 8. De contractuele personeelsleden krijgen dezelfde bezoldiging als de wedde en de tussentijdse verhogingen verbonden aan de wervingsgraad van het niveau dat overeenstemt met het vereiste diploma.

De contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°, die met een onbepaalde duur in dienst zijn genomen, krijgen, in dezelfde voorwaarden als de vastbenoemde ambtenaren, de bevorderingen bedoeld in de artikelen 49, § 1, en § 2, 56, § 1, lid 1, en, wat betreft niveau A, 56, § 2.

In het niveau A kan de Regering het voordeel van een bezoldiging verbonden aan de graad van eerste attaché, adviseur, en, mits bijzondere, behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, van directeur en inspecteur-generaal verlenen aan de contractuele personeelsleden.

In het niveau B kan de Regering, wat betreft de gevallen voorzien in artikel 2, § 1, 5° en, mits bijzondere behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, het voordeel van een bezoldiging verbonden aan de graad van eerste gegradueerde en hoofdgegradueerde verlenen aan de contractuele personeelsleden. »

**Art. 10.** In artikel 9, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "LI.TXV.CIII.2" vervangen door de woorden "251".

**Art. 11.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 10. De door het Gewest bezoldigde periodes waarin het contract wordt geschorst, komen in aanmerking voor de toekenning van de tussentijdse verhogingen.

Bovendien worden de volgende niet-bezoldigde schorsingsperiodes ook overwogen :

1° de periodes van opschorting wegens ziekte of gebrekkigheid evenals wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

2° de verlofperiodes of de periodes van arbeidsonderbreking bedoeld in de artikelen 39, 42 tot 43bis van de arbeidswet van 16 maart 1971;

3° de periodes van afwezigheid wegens deelname van een overlegde werkonderbreking;

4° de periodes van opschorting wegens verlof om een stage of een proefperiode als bedoeld in artikel 377 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te doorlopen;

5° de uitzonderlijke verlofdagen wegens overmacht toegekend overeenkomstig artikel 379 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

6° de periodes van opschorting wegens ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° de periodes van opschorting wegens verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

8° de periodes van opschorting wegens verlof voor de onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot en met 453 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

9° de periodes van opschorting wegens verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

10° de periodes van opschorting wanneer het contractuele personeelslid gekozen heeft voor de vrijwillige vierdagenwerkweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

11° de periodes van opschorting wegens politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot en met 482 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

12° de periodes van opschorting wegens verlof om zijn kandidatuur in te dienen voor de verkiezingen voor bepaalde vergaderingen bedoeld in artikel 483 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

13° de periodes van opschorting wegens verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecél of in een algemene beleidscel van de leden van de federale Regering of in het kabinet van een plaatselijke mandataris, bedoeld in de artikelen 485 tot en met 490 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

14° de periodes van opschorting wegens verlof voor terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of een Prinses van België bedoeld in de artikelen 479 tot en met 499 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. »

**Art. 12.** Hoofdstuk VII van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgend opschrift:

« HOOFDSTUK VII. — *Evaluatie*

Art. 12. De bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode betreffende de evaluatie zijn, behoudens de artikelen 152 en 186, 1°, e), van toepassing op de contractuele personeelsleden bedoeld in artikel 2, § 1, 3°, 4° en 5°, die voor een onbepaalde duur in dienst zijn genomen. »

**Art. 13.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk *VIIIbis*, luidend als volgt, ingevoegd :

« HOOFDSTUK *VIIIbis*. — *Verloven en andere afwezigheden*

Art. *12bis*. De bepalingen van Boek III van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden wat betreft :

1° het jaarlijks vakantieverlof bedoeld in de artikelen 371 tot 373 :

2° de feestdagen bedoeld in artikel 375;

3° het omstandigheidsverlof bedoeld in artikel 376;

4° het verlof om een stage of een proefperiode bedoeld in artikel 377 te vervullen, enkel voor de contractuele personeelsleden in dienst genomen om hulptaken te vervullen;

5° het uitzonderlijke verlof voor gevallen van overmacht bedoeld in artikel 379;

6° het verlof met een menslievend doel bedoeld in de artikelen 380 tot 383;

7° de borstvoedingspauzes bedoeld in de artikelen 384 tot 386;

8° de bescherming van het moederschap bedoeld in de artikelen 392 tot en met 395;

9° het vaderschapsverlof bedoeld in artikel 397;

10° het verlof voor de opvang met het oog op adoptie bedoeld in de artikelen 398 en 399;

11° het ouderschapsverlof in de vorm van een onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in artikel 400;

12° het ouderschapsverlof bedoeld in artikel *400bis*;

13° het verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in artikelen 401 tot 404;

14° de dienstvrijstelling wegens preventief geneeskundig onderzoek bedoeld in artikel 419;

15° het verlof wegens opdracht, behalve in het kader van opdrachten die als nationaal deskundige worden uitgeoefend krachtens de beslissing van 7 januari 1998 van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, evenals de opdrachten uitgeoefend in het kader van het Europese programma "Institution Building" ingesteld bij Verordening nr. 622/98 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de bijstand aan de kandidaat-lidstaten bedoeld in artikel 437, lid 2;

16° de terbeschikkingstelling bedoeld in artikel 445;

17° het verlof wegens onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot 453;

18° de verloven wegens verminderde prestaties verantwoord door sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455, behalve voor de contractuele personeelsleden in dienst genomen in het kader van een vervangende arbeidsovereenkomst of in het kader van meerdere opeenvolgende vervangende arbeidsovereenkomsten;

19° de vrijwillige vierdagenweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468;

20° het politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot 482;

21° het verlof om zich kandidaat te stellen bij verkiezingen voor sommige vergaderingen bedoeld in artikel 483;

22° het verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecél of in een algemene beleidscel van de leden van de federale Regering, bedoeld in de artikelen 485 tot 490;

23° het verlof om een activiteit uit te oefenen bij een erkende politieke groep van een wetgevende vergadering van de Federale Staat, een Gemeenschap of een Gewest, of bij de voorzitter van één van die groepen, bedoeld in de artikelen 491 tot en met 496;

24° het verlof wegens terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of Prinses van België, bedoeld in de artikelen 497 tot en met 499.

Art. *12ter*. De nadere regels van de artikelen *370bis* en *370ter* van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode zijn van toepassing op de contractuele personeelsleden.

Art. *12quater*. De arbeidsprestaties van het contractuele personeelslid worden gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit.

De periodes van opschorting van de arbeidsovereenkomst waarvoor de werknemer recht heeft op zijn vergoeding en de volgende periodes waarvoor hij geen recht heeft op zijn vergoeding worden eveneens gelijkgesteld met periodes van dienstactiviteit:

1° de periodes van opschorting wegens ziekte of gebrekkigheid evenals wegens een arbeidsongeval of een beroepsziekte;

2° de periodes van verlof of arbeidsonderbreking waarvan sprake in de artikelen 39, 42 tot 43bis van de wet van 16 maart 1971 op de arbeid;

3° de periodes van afwezigheid wegens deelname aan een overlegde werkonderbreking;

4° de periodes van opschorting wegens verlof om een stage of een proefperiode als bedoeld in artikel 377 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode te doorlopen;

5° de uitzonderlijke verlofdagen wegens overmacht toegekend overeenkomstig artikel 379 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

6° de periodes van opschorting wegens ouderschapsverlof bedoeld in artikel 400bis van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

7° de periodes van opschorting wegens verlof om dwingende redenen van familiaal belang bedoeld in de artikelen 401 tot en met 404 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

8° de periodes van opschorting wegens verlof voor de onderbreking van de beroepsloopbaan bedoeld in de artikelen 446 tot en met 453 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

9° de periodes van opschorting wegens verlof voor verminderde prestaties om sociale of familiale redenen bedoeld in de artikelen 454 en 455 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

10° de periodes van opschorting wanneer het contractuele personeelslid gekozen heeft voor de vrijwillige vierdagenwerkweek bedoeld in de artikelen 462 tot en met 468 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

11° de periodes van opschorting wegens politiek verlof bedoeld in de artikelen 474 tot en met 482 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

12° de periodes van opschorting wegens verlof om zijn kandidatuur in te dienen voor de verkiezingen voor bepaalde vergaderingen bedoeld in artikel 483 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

13° de periodes van opschorting wegens verlof voor de uitoefening van een ambt in een ministerieel kabinet of een secretariaat, in de algemene beleidscoördinatiecel of in een algemene beleidscel van de leden van de federale Regering of in het kabinet van een plaatselijke mandataris, bedoeld in de artikelen 485 tot en met 490 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

14° de periodes van opschorting wegens verlof voor terbeschikkingstelling van de Koning of een Prins of een Prinses van België bedoeld in de artikelen 479 tot en met 497 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode. »

**Art. 14.** Artikel 16, lid 1, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 15.** De contractuele personeelsleden die in dienst genomen waren met een onbepaalde duur op 1 januari 2004 genieten, behoudens het contractuele personeel in dienst genomen ter vervanging van afwezige personeelsleden of in afwachting van een statutaire aanwerving, de bepalingen bedoeld in de artikelen 7, lid 2, en 8, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden.

**Art. 16.** In afwijking van de artikelen 13, lid 2, en 15 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode wordt het contractuele personeelslid dat reeds in dienst genomen is met een onbepaalde duur op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, aangeworven indien het voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de algemene toelaatbaarheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 19, 1° tot 5°, en 8°, van voornoemd besluit vervullen;

2° geslaagd zijn voor een vergelijkend wervingsexamen dat georganiseerd wordt door SELOR voor het Waalse Gewest en de instellingen van openbaar nut die ervan afhangen, en afgesloten voor 31 december 2009;

3° in nuttige orde zijn om aangeworven te worden voor de betrekking die het bekleedt of een andere betrekking van hetzelfde niveau en hetzelfde beroep, vacant verklaard en onbezet in dezelfde personeelsformatie.

Deze bepaling is niet van toepassing op de laureaten van de vergelijkende examens waarvan de oproep tot de kandidaten verricht is na 31 december 2010.

**Art. 17.** De contractuele wetenschappelijke personeelsleden die een weddeschaal A5S toegewezen kregen, behouden het voordeel van die schaal op het ogenblik van hun aanwerving.

**Art. 18.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2009.

**Art. 19.** De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 maart 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD